

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 6/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **CARRIÈRES MORIN**

Lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault »  
37220 PARCAY SUR VIENNE

Références : 2023-1257\_RAPVI CARRIERES MORIN  
Code AIOT : 0010003123

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement CARRIÈRES MORIN implanté La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de cessation partielle du 20 décembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MORIN
- La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne
- Code AIOT : 0010003123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES MORIN est autorisée, sous couvert de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17 janvier 2001, (suite au transfert d'exploitation acté par l'arrêté préfectoral n°21250 du 24 octobre 2023) à exploiter la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits " Prézault", "La Tannerie" et "La

Blissière" sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne. L'échéance de fin d'exploitation (remise en état comprise) est fixée au 16 janvier 2026. L'installation de traitement des matériaux est quant à elle exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°14334 du 5 janvier 1995.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation partielle d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification et mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 11.2	Sans objet
3	Réaménagement	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notification et mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/11/2023, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures de mises en sécurité du site, décrites dans le dossier de cessation partielle, doivent être mises en cohérence et justifiées.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La cessation d'activité des parcelles ZK1, ZK40, ZK41 (pour partie), ZI42, ZI43 et ZI44 a été notifiée, au Préfet et à l'Inspection des installations classées, par l'exploitant le 22 décembre 2021 (l'autorisation arrivant à échéance le 16 janvier 2026 sauf pour la parcelle ZK41 dont l'échéance était au 16 janvier 2016).</p> <p>Le dossier de cessation partielle comporte des données liées aux mesures de mise en sécurité (limitation d'accès et surveillance du site, évacuation des produits dangereux et des déchets, suppression des risques incendie et explosion et l'impact de l'exploitation de la carrière sur l'environnement).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Concernant l'impact de l'exploitation de la carrière sur l'environnement, il est indiqué dans le dossier qu'aucune anomalie des eaux superficielles et souterraines au droit du projet n'a été observée. Cependant, aucune donnée liée à la surveillance des eaux souterraines et des eaux</li> </ul>

superficielles n'est intégrée au dossier et ne permet de démontrer l'absence d'anomalie.

Lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023, aucun rapport de surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles n'a pu être consulté. L'exploitant n'a pas su justifier l'absence d'impact des eaux superficielles et souterraines ni indiquer le sens d'écoulement de la nappe souterraine au droit du site.

Suite à la visite, l'Inspection a consulté les rapports 2022 de mesures sur les eaux souterraines et les eaux superficielles en sa possession. Des concentrations en Fer (2190 µg/L au niveau du piézomètre 18 ; 841 µg/L au niveau du plan d'eau de la Tannerie) ont notamment été mesurées. Il est à noter que le guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines (juillet 2019) notifie une valeur seuil/norme de qualité de 200 µg/L pour le fer.

**L'absence d'impact de l'exploitation de la carrière sur les eaux doit être démontrée dans le dossier de cessation (historique des mesures, sens d'écoulement de la nappe ...).**

- Concernant la surveillance du site, il est indiqué dans le dossier que la surveillance de l'accès, l'entretien des clôtures et l'entretien de la végétation et des terrains sont assurés par l'exploitant.

Lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de surveillance en continue de l'accès aux parcelles visées par le dossier, mais seulement des vérifications ponctuelles. L'entretien des parcelles est effectué par le propriétaire de celles-ci. Des clôtures sont présentes le long de la voie communale 107 et autour de la haie et de la zone boisée de la parcelle ZK41.

**Les données liées à la limitation et à la surveillance du site doivent être ajustées pour être cohérentes avec ce qui est effectué au droit du site.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 2 : Remise en état

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 11.2

**Thème(s) :** Remise en état du site

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant devra remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site devra être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle sera coordonnée à la progression de l'exploitation, chaque secteur exploité étant remis en état pendant que le suivant est en exploitation.

Elle comportera au minimum les dispositions suivantes :

- afin de modérer les risques d'érosion, des pentes faibles de l'ordre de 1 pour 5 seront adoptées pour la partie supérieure de la berge comprise entre le terrain naturel et le niveau moyen des eaux. Pour la partie en eau, le profilage de berge sera amené à une pente moyenne de 1 pour 3 ;
- la terre végétale sera réservée pour l'aménagement de la partie haute des berges ou pour le régalage final des zones remises en culture. Afin d'éviter l'eutrophisation, les pentes submergées seront profilées avec les stériles de découverte ;
- les apports de matériaux extérieurs seront strictement limités aux quantités nécessaires au remblaiement prévu par le plan de réaménagement. A cette fin, seuls des matériaux inertes seront utilisés : stériles d'exploitation, matériaux de terrassement, matériaux de démolition préalablement triés. À tout moment, l'exploitant devra pouvoir justifier de la conformité de ces matériaux d'apport ;

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la réutilisation des terrains (plan d'eau, boisements, cultures) ;
- les plantations et semis définis dans l'étude d'impact figurant dans la demande d'autorisation ;
- la suppression des merlons visés à l'article 24 du présent arrêté.

La remise en état finale sera conduite de façon à respecter le plan annexé au présent arrêté.

#### **Constats :**

Des dispositions de la remise en état des parcelles visées par le dossier de cessation n'ont pas été réalisées (boisements manquants notamment). La zone boisée de la parcelle ZK41 n'est pas implantée conformément au plan de remise en état. Des compléments sont à apporter au dossier de cessation.

#### **Observations :**

- L'exploitant a fourni, par courriel du 7 novembre 2023, un plan de la remise en état effective des parcelles visées par le dossier de cessation. Des pentes faibles, entre 2,5% et 14,8% sont indiquées autour du plan d'eau de "La Tannerie".

Lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que ces pentes avaient été déterminées par le géomètre et qu'elles correspondaient aux pentes des parties supérieures des berges. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des pentes plus élevées avaient été réalisées pour la partie en eau tel que prescrit par l'article sus-visé ("pente moyenne de 1 pour 3").

Par ailleurs, le dossier de cessation ne présente pas de données concernant l'utilisation des terres végétales et des stériles de découverte pour le réaménagement du plan d'eau de la Tannerie. L'exploitant a indiqué que ce point serait complété dans le dossier de cessation.

**Le profil de réaménagement des berges du plan d'eau de la Tannerie est à confirmer ainsi que le process de réaménagement (utilisation des terres végétales, des stériles ...) de celui-ci sont à décrire dans le dossier de cessation.**

- Pour les zones agricoles, il est indiqué dans le dossier de cessation que le remblaiement a été effectué avec les stériles de découvertes puis par les terres végétales. Cependant, dans l'étude d'impact initiale, il était indiqué "vu les volumes nécessaires pour remblayer l'ensemble des terrains, les matériaux de découvertes ne suffiront pas".

L'exploitant n'a pas su indiquer le jour de la visite si des apports de matériaux inertes extérieurs avaient été effectués pour le remblaiement des parcelles visées par le dossier de cessation. Aucun registre de suivi ni de plan de localisation des zones remblayées n'a pu être consulté.

Lors d'une visite d'inspection en 2012, il avait été constaté que les parcelles à l'est du site, en cours de réaménagement, étaient remblayées à partir de matériaux externes. Par ailleurs, le document relatif à l'activité annuelle de la carrière de 2012 notifiait l'accueil de 14 914 tonnes de déchets inertes accueillis sur le site pour être revalorisés en comblement de la carrière.

**Au vu des éléments ci-dessus, des apports de matériaux extérieurs semblent avoir été effectués pour le réaménagement des parcelles visées par le dossier de cessation. Celui-ci doit être modifié en conséquence. La conformité de matériaux d'apport extérieur devra être justifiée dans le dossier de cessation.**

- Il est indiqué dans le dossier de cessation que pour les boisements, un mélange de feuilles et de résineux (chênes pédonculés, aulnes, frênes, sureaux ...) a été réalisé. L'étude d'impact prévoyait, pour l'ensemble des zones boisées (parcelle ZK41, bordure de la RD18, zone inexploitée) une

plantation de chênes avec un peu de merisiers.

Lors de la visite du site, des chênes ont été constatés au niveau de la zone boisée de la parcelle ZK41. D'autres espèces semblent être présentes mais non pas été identifiées.

**L'exploitant s'assurera de la cohérence du dossier de cessation avec les plantations effectuées.**

- L'Inspection n'a pas constaté la présence de merlons sur les parcelles ZI42, ZK40 et ZK41 le long de la route départementale 18. L'exploitant a indiqué que ceux-ci avaient été utilisés dans le cadre du réaménagement des parcelles visées par le dossier de cessation.

- La haie le long du chemin communal 107 et celle autour du lieu-dit " La Blissière" ont été constatées au cours de la visite du site.

- Des non-conformités par rapport au plan de l'état final annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été constatées sur les parcelles remises en état et visées par le dossier de cessation :

- la bande boisée discontinue, sur les parcelles ZI42 et ZK40, le long de la route départementale 18 est absente (seuls quelques arbres semblent avoir été plantés) ;

- la zone inexploitée au sud de la parcelle ZK40 n'est pas boisée (l'étude d'impact prévoyant que des plantations soient réalisées sur celle-ci dans le cadre de la compensation des défrichements effectués) ;

- Un boisement central d'environ 3 hectares et une haie le long de la route départementale 18 ont été créés sur la partie nord de la parcelle ZK41 au lieu des 7,7 hectares, en forme de L, attendus (surface initiale d'environ 12 hectares décotée de 4,23 hectares dans le cadre du porter à connaissance relatif aux modifications des conditions de remise en état). Par ailleurs, il est à noter que le boisement central présente des trouées.

L'exploitant a indiqué son engagement à réaliser les plantations manquantes, lors de la prochaine période favorable aux plantations (automne 2024).

**Les boisements manquants doivent être réalisés. La modification de l'implantation de la zone boisée sur la parcelle ZK41 doit être portée à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires (notamment l'avis du propriétaire de la parcelle). Celle-ci doit être actée avant de procéder au récolement des parcelles visées par le dossier de cessation partielle.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites



### N° 3 : Réaménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 27
<b>Thème(s) :</b> Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Des espaces tampons, d'une largeur minimale de 30 m seront créés entre les plans d'eau ou fossés et les parcelles cultivées. Ces espaces seront recouverts d'une végétation herbacée ou arbustive.  Le plan d'eau créé à l'est du site fera l'objet d'aménagements particuliers lui permettant de remplir son rôle de réservoir biologique : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bordures enherbées seront aménagées entre les plans d'eau et les futures parcelles cultivées ;</li><li>- une haie sera maintenue entre le plan d'eau et le bois situé à l'extrémité sud-est du site, de façon à conserver une continuité biologique entre espaces boisés.</li></ul>
<b>Constats :</b> La présence et la largeur des espaces tampons doivent être confirmées. Le plan de réaménagement effectif sera mis à jour.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du site, un espace tampon a été vu entre le plan d'eau de la Tannerie et la zone agricole en état de prairie. Cet espace semble avoir été délimité par une plantation d'arbres alignés et est enherbé.  Sur le plan transmis par l'exploitant le 7 novembre, l'espace naturel présent entre le plan d'eau et la zone agricole a, par endroit, une largeur inférieure à 30 mètres. Ce plan ne représente pas l'alignement d'arbres et ne permet pas de certifier que celui-ci correspond à la délimitation de l'espace tampon.  Au niveau des fossés, les espaces tampons ne semblent pas être présents.  La zone agricole, autour des fossés et du plan d'eau, était le jour de la visite à l'état de prairies (pas de cultures constatées).  Une haie semble avoir été conservée le long de la limite sud des parcelles ZK1 et ZK40 mais n'est pas représentée sur le plan transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites